

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

Beauvais, le 25/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING NORD EST

11 TE INDUSTRIELLE
BP 1
68320 KUNHEIM

Références : IC-R/0343/22-AL/SA
Code AIOT : 0005101540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD EST implanté BP 110 60130 ST JUST EN CHAUSSEE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING NORD EST
- BP 110 60130 ST JUST EN CHAUSSEE
- Code AIOT : 0005101540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée, sur son site de Saint Just en Chaussée, dans la fabrication du carton ondulé multicouche. Le collage des couvertures et cannelures se fait avec de la colle fabriquée à partir d'amidon. Le carton est ensuite découpé et imprimé sur des machines multicolores.

L'arrêté préfectoral du 10/01/2003 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/09/2011 et 19/03/2021 réglementent les activités de la société DS SMITH PACKAGING. Un arrêté préfectoral complémentaire du 05/07/2013 régularise la situation administrative du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection du 18/11/2019 ;
- la consommation en eau ;
- les rejets d'eaux industrielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	PC 1 : installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article 6.1	Non-coformité	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	PC 2 : plan d'intervention	AP Complémentaire du 10/01/2003, article 9.3	Non-conformité	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	PC 3 : consommation en eau	AP Complémentaire du 21/09/2011, article 2	/	Sans objet
4	PC 4 : fréquence du dispositif de mesure prélèvement eau	AP Préfectoral du 10/01/2033 article V.1.1.1	/	Prescription inadaptée
5	PC 5 : rejet d'eaux industrielles	AP Complémentaire du 21/09/2011, article 3	/	Sans objet
6	PC 6 : surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 21/09/2011, article 4	/	Sans objet
7	PC 7 : confinement	AP Complémentaire du 21/09/2011, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en avant des non-conformités portant sur la gestion des observations issues des rapports de contrôle électrique et la mise à jour du plan d'intervention. Il est donc proposé à madame la préfète de mettre la société en demeure de respecter les dispositions associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives. [...] Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : <i>Rappel des constats de la visite du 18/11/2019 :</i> <i>Non-conformité n°1 : l'inspection constate que le suivi des installations électriques réalisé par la GMAO n'est pas efficace car environ la moitié des points signalés à l'année n ne sont pas réglés l'année n+1. Cela avait déjà été signalé lors de l'inspection précédente. L'inspection demande que le suivi des vérifications électriques soit réalisé de manière plus efficace.</i> <i>L'exploitant transmettra à l'inspection le compte rendu Q18 issu du contrôle des installations en 2019. Un plan d'action sera mis en place afin de traiter les non-conformités présentant un risque important sous 6 mois.</i> L'exploitant a transmis par courrier du 10/02/2020 le Q18 du 13/11/2019. Ce dernier mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant déclare dans ce courrier qu'un point interne a été réalisé avec le service maintenance afin de passer en revue les 21 non-conformités restantes et présentant un risque important mentionné en annexe du Q18. Il ajoute que 3 points ont déjà été traités. La planification des points restants est organisée le 13/03/2020 pour un traitement avant la fin juin 2020. Lors de la visite d'inspection du 12/07/2022, l'exploitant a présenté : -> le dernier rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment principal. Le contrôle a été réalisé du 13 au 23/12/2021 par la société Bureau Veritas. Ce rapport fait état de 89 observations dont 39 récurrentes. Selon les éléments mentionnés dans ce rapport, 7 observations ont été levées par l'exploitant (sur les 89). Le Q18 associé du 23/12/2021 mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ce document met en avant que 5 observations sur les 10 sont récurrentes (3 depuis 2018 et 2 depuis 2020). -> le dernier rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment annexe. Le contrôle a été réalisé du 13 au 23/12/2021 par la société Bureau Veritas. Ce rapport fait état de 4 observations dont 3 récurrentes. Aucune observation n'a encore été levée. Le Q18 associé du 23/12/2021 mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ce document met en avant 1 observation récurrente depuis 2020. L'exploitant a déclaré par mail du 18/07/2022 avoir mandaté un prestataire externe pour faire le recueil des besoins en pièces et chiffrages pour le traitement des observations électriques. Non-conformité n°1 : Les installations électriques ne sont pas conformes aux normes en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2003, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'intervention est établi sous la responsabilité de l'exploitant en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le plan est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel des constats du 18/11/2019 :</i></p> <p><u>Non-conformité n°2</u> : l'inspection demande que le plan d'intervention soit mis à jour suite à la modification apportée sur le mode de stockage dans le bâtiment annexe.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 10/02/2020, les éléments suivants : "Dans la continuité des résultats de l'analyse des flux thermiques du bâtiment annexe, nous prévoyons d'accueillir M.CHATEL, votre commandant en charge du service prévision du SDIS Oise, sur notre site, à l'identique de ce qui avait été réalisé avec son prédécesseur M.LALOUETTE, afin de lui présenter notre site et lui soumettre la demande de révision du plan d'attaque".</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/07/2022, l'exploitant a déclaré ne pas avoir mis à jour le plan d'intervention.</p> <p>Non-conformité n°2 : Le plan d'intervention n'a pas été mis à jour avant la dernière modification notable (mode de stockage dans le bâtiment annexe) et ne l'est toujours pas.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PC 3 : consommation en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2011, article 2													
Thème(s) : Risques chroniques, eau													
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet													
Prescription contrôlée : Le deuxième alinéa de l'article V.1.1 « consommation » du titre V de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 est remplacée ainsi : « Le site est alimenté en eau potable par le réseau public. Le débit de prélèvement provenant du réseau public est limité à 160 m ³ /j ».													
Constats : Le suivi de la consommation en eau est géré informatiquement. L'exploitant a présenté la consommation pour 2021. Elle est de 102 m ³ par jour en moyenne sur un mois. Afin de justifier le non dépassement du volume consommé par jour, l'exploitant a transmis par mail du 13/07/2022 le tableau suivant :													
4	2022	Usine		Machine		Onduleuse		STEP		Colle		Incendie	
Date		Compteur Usine	Conso eau	Compteur	Conso	Compteur	Conso	Compteur	Conso	Compteur	Conso	Compteur	Conso
4	lundi	261 245	698	473 179	1112	239 844	740	48 809	21	357 123	310	31 040	38
11	lundi	261 998	753	474 218	1 039	240 628	784	48 838	29	357 445	322	31 081	41
19	mardi	262 762	764	475 569	1 351	241 500	872	48 884	46	357 794	349	31 115	34
25	lundi	263 758	996	476 242	673	242 408	908	48 910	26	358 077	283	31 153	38
La consommation moyenne pour le mois d'avril est de 119 m ³ /jour.													
Type de suites proposées : Sans suite													
Proposition de suites : Sans objet													

N° 4 : PC 4 : fréquence dispositif de mesure prélèvement eau

Référence réglementaire : AP du 10/01/2003, article V.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. [...]
Constats : Le relevé est réalisé hebdomadairement. Cependant, l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 mentionne que "les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées". D'après cet article, le relevé devrait être fait journalièrement puisque le débit maximal autorisé est de 160 m ³ /jour. Au regard de ces éléments, la fréquence de relevé par l'arrêté préfectoral du 10/01/2003 est moins contraignante. Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être pris ultérieurement afin de modifier cette fréquence de relevé.
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PC 5 : rejet d'eaux industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2011, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article V.2.2 « rejet d'eaux industrielles » du titre V de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 est remplacée ainsi : Les eaux industrielles sont préalablement traitées dans la station de traitement interne du site et sont ensuite dirigées vers la station intercommunale de Saint-Just-en-Chaussée. Les rejets d'eaux industrielles vers la station intercommunale de Saint-Just-en-Chaussée font l'objet d'une autorisation de déversement accordée par le maire ou le président de l'intercommunalité compétente en matière d'assainissement. Les caractéristiques des eaux résiduelles issues de la station interne du site sont au moins les suivantes :

paramètres	Concentration (en mg/l)	Flux (en kg/j)
MEST	550	69
DBO ₅	400	92
DCO	1500	230
Azote total (exprimé en N)	100	17,25
Phosphore total (exprimé en P)	35	5,75

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 9 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Débit (en aval) de la station d'épuration : 115 m³/j

Constats :

Les eaux industrielles du site sont traitées dans la station de traitement interne du site et sont ensuite dirigées vers la station intercommunale de Saint-Just-en-Chaussée.

L'exploitant a présenté la convention de raccordement de 2013.

L'exploitant a présenté les valeurs mesurées portant sur les différentes caractéristiques des eaux industrielles pour l'année 2022.

Il a été constaté 2 dépassements les 16 et 22/03/2022 sur le débit en aval de la station d'épuration (120 et 150 m³/j pour un débit maximal de 115 m³/j).

L'exploitant explique que ce dépassement est lié à une surconsommation ponctuelle sur le poste onduleuse sur les semaines 11 et 12.

Pour 2021 sur GIDAF, on peut constater :

-> 14 jours de dépassement pour le paramètre phosphore (7 en avril, 2 en novembre et 5 en décembre). La valeur maximale atteinte était de 47 mg/l pendant une journée (seuil de 35 mg/l) en avril. Il est mentionné que ces dépassements ponctuels sont liés au traitement physico-chimique ;

-> 11 jours de dépassement pour le débit en aval de la station de traitement (1 en juin, 5 en août, 4 en septembre et 1 en octobre). Le débit maximal atteint était de 142 m³/j pendant une journée (seuil de 115 m³/j) en août. Il est mentionné que ces dépassements ponctuels sont liés au process.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. (article 21 de la section 1 du chapitre V de l'arrêté du 2 février 1998).

Dans le cas présent, ces 10% ont été dépassés pour les mois d'avril et décembre 2021, ce qui n'était pas conforme.

Cependant, il n'y a pas eu de dépassement des 10% de la série des résultats des mesures en 2022. Au vu des résultats de 2022, il n'est donc pas proposé de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2011, article 4																										
Thème(s) : Risques chroniques, Eau																										
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																										
Prescription contrôlée : <p>L'article V.3.3 « surveillance des rejets aqueux » du titre V de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 est complété de la manière suivante :</p> <p>Cette surveillance est notamment réalisée de la manière suivante au niveau des rejets d'eaux industrielles, préalablement traitées, en amont et en aval de la station d'épuration interne du site :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>paramètres</th> <th>Mesures en continu</th> <th>1 prélèvement 24 heures toutes les semaines</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Conductivité</td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MEST</td> <td>X</td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>DBO₅</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Azote total (exprimé en N)</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Phosphore total (exprimé en P)</td> <td></td> <td>X</td> </tr> </tbody> </table>			paramètres	Mesures en continu	1 prélèvement 24 heures toutes les semaines	pH	X		Conductivité	X		MEST	X	X	DBO ₅		X	DCO		X	Azote total (exprimé en N)		X	Phosphore total (exprimé en P)		X
paramètres	Mesures en continu	1 prélèvement 24 heures toutes les semaines																								
pH	X																									
Conductivité	X																									
MEST	X	X																								
DBO ₅		X																								
DCO		X																								
Azote total (exprimé en N)		X																								
Phosphore total (exprimé en P)		X																								
Constats : <p>Il a été constaté sur site un système permettant les mesures en continu des paramètres pH, conductivité et MEST.</p> <p>Un prélèvement 24 heures est réalisé toutes les semaines par la Lyonnaise des Eaux qui gère la station de traitement interne du site.</p>																										
Type de suites proposées : Sans suite																										
Proposition de suites : Sans objet																										

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2011, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article III.5.5 « confinement » du titre V de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 est complété de la manière suivante : Une cuve d'une capacité de 250 m ³ permet le confinement des eaux traitées par la station d'épuration interne en cas de nécessité. Ce volume correspond à un volume traité réalisé sous 1 à 2 jours. Ce confinement est réalisé via des appareils de mesure en ligne qui commandent une vanne automatique.
Constats : Deux cuves de 250 m ³ sont présentes sur le site pour le confinement des eaux traitées pour la station d'épuration interne. La vanne dite "3 voies" est reliée au système de mesure en continu permettant un confinement automatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet